

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 07/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE**

1 RUE DU COLISEE

—

LE COLISEE  
30900 Nîmes

Références : 2025-02-  
Code AIOT : 0100005199

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE implanté Chemin des cassagnes Lieu-dit Etang de Foussargues Est 30800 Saint-Gilles. L'inspection a été annoncée le 16/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée suite à la mise en service de la nouvelle déchetterie de St Gilles - Générac en date du 2 janvier 2025, dans le cadre du récolement aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2023-061-DREAL du 26 octobre 2023, autorisant son exploitation par la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE AGGLO NIMES METROPOLE
- Chemin des cassagnes Lieu-dit Etang de Foussargues Est 30800 Saint-Gilles
- Code AIOT : 0100005199
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La nouvelle déchetterie de Saint-Gilles - Générac est située Chemin des Cassagnes au lieu-dit « Etang de Foussargues Est » - 30800 Saint-Gilles. Elle est implantée à l'ouest de la zone urbaine de la commune de Saint-Gilles, sur les parcelles cadastrales n°412 et 413 / section M sur une surface totale de 13 341 m<sup>2</sup>.

Le site est entouré de parcelles agricoles cultivées. Les habitations les plus proches se situent dans un secteur résidentiel dense à environ 140 m à l'est des installations.

Son exploitation par la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole (CANIM) a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2023-061-DREAL du 26 octobre 2023, pour remplacer l'ancienne déchetterie de Saint-Gilles. Ouverte aux particuliers et aux professionnels, elle dessert principalement les communes de Saint-Gilles et de Générac.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.5	Demande d'action corrective	2 mois
9	Collecte des déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Circulation et gestion des	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	flux			
12	Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Envol des poussières	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.1	Sans objet
2	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 3.2.1	Sans objet
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.2	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.2.1	Sans objet
8	Organisation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.2.2	Sans objet
10	Collecte des déchets spécifiques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater que certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 26/10/2023 ne sont pas respectées, concernant principalement l'organisation des stockages de déchets non dangereux, qui a été modifiée, ainsi qu'une signalisation incomplète. De plus, le registre des déchets sortants est incomplet et certains documents justificatifs n'ont pu être présentés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Envol des poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant adopte les dispositions minimales suivantes pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- la plateforme principale de dépôt et de broyage des déchets verts est protégée au nord, à l'est et à l'ouest par trois murs périphériques d'une hauteur de 3,20 m, la hauteur de stockage des déchets verts et de broyat n'y dépasse pas 2 m ;
- les opérations de broyage y sont réalisées lorsque les conditions sont les plus favorables, à savoir en l'absence de vent important et dans des conditions hygrométriques favorables ;
- un arrosage des andains est réalisé en amont des opérations de broyage ;
- les broyeurs de déchets verts sont munis de rampes d'aspersion en entrée et en sortie afin d'arroser les déchets verts ;
- après les opérations de broyage, les camions de transport des déchets verts broyés vers les sites de valorisation sont équipés d'un filet de protection ou d'une bâche ;
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place autour de l'installation.

#### Constats :

Il est fait les constats suivants:

- la hauteur de stockage des déchets verts qui sont stockés sur la plateforme principale atteint ponctuellement la 3ème rangée de blocs légos, soit 2,40m ;
- 3 buses d'aspersion sont disposées au sommet du mur du fond de la plateforme principale pour l'arrosage des andains (en l'absence d'opération de broyage en cours il n'a pas été vérifié leur rayon d'aspersion) ;
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et propres ;
- un point d'eau alimenté par le BRL est mis en place devant le bassin en face des alvéoles de dépose des gravats pour le lavage des roues des véhicules avant la sortie en cas de besoin ;
- des plantations d'arbres ont été réalisées autour de l'installation.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à ne pas dépasser une hauteur maximale de stockage des déchets verts de 2 m.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Points de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention risque de pollution

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux pluviales de toiture, eaux vannes.

Les eaux usées domestiques issues du local agents de la déchetterie sont collectées par le réseau d'assainissement collectif de la commune de Saint-Gilles. La qualité des eaux usées rejetées est

conforme aux critères de qualités définis par la réglementation en vigueur en matière d'assainissement sur la commune de Saint-Gilles.

Les eaux pluviales collectées sont :

- les eaux de toiture des différents bâtiments,
- les eaux de ruissellement sur les plateformes imperméabilisées et la voirie.

Les eaux de toiture sont des eaux non chargées qui ne contiennent pas de pollution spécifique.

Ces eaux sont récupérées pour le lavage des voiries et l'arrosage des espaces verts. Un réseau dissocié créé en pied de façades collecte les eaux de toiture et les achemine vers une cuve enterrée, d'une capacité de 5000 litres, positionnée à proximité des locaux de stockage, et équipée d'un dispositif de pompage.

Les eaux de ruissellement se composent des eaux de pluie s'écoulant sur les aires non couvertes : voiries, stationnements et alvéoles de dépôt et des eaux de lavage.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans sa gestion des eaux visant à éviter toute pollution du milieu naturel et de la ressource en eau potable.

Il met en œuvre l'organisation et les mesures techniques décrites dans la dernière version de son dossier de demande d'autorisation environnementale (version du 10/05/2023), notamment

- l'imperméabilisation de la totalité de la plateforme aménagée, comprenant les aires de dépôt de déchets et de stationnement ;
- le dépôt et l'entreposage des déchets dangereux sous abris et sur rétention, en particulier :
  - le plancher du local DDS est doté d'une rétention séparée en quatre compartiments indépendants pour la distinction des acides et des bases, chaque compartiment disposant d'une capacité minimale de 800 litres ;
  - le plancher de l'auvent des flux spécifiques est également équipé de rétentions de 800 litres minimum ;
  - les huiles minérales usagées sont collectées dans une cuve aérienne double peau en polyéthylène de 1400 litres avec rétention intégrée, disposée à l'intérieur de l'auvent des flux spécifiques ; des plots en béton sont positionnés autour de la cuve aérienne pour la protéger des risques de collision avec des véhicules ;
  - les dépôts des déchets amiantés s'effectuent dans un local couvert dédié à l'abri des intempéries d'une superficie de 15m<sup>2</sup> ;
  - une rétention étanche de 400 litres est prévue au niveau de l'aire de stationnement réservée à l'engin d'exploitation pour contenir toute fuite potentielle (circuits hydrauliques, réservoir carburant, etc.). La rétention s'effectue par un regard étanche de 400 litres minimum placé au centre de l'aire de stationnement étanche (dallage béton) nivelé en pointe de diamant ;
  - aucun stockage de carburant n'est autorisé sur site, l'approvisionnement de l'engin d'exploitation est effectué uniquement dans une station service externe au site, le réapprovisionnement in situ depuis un camion-citerne est interdit ;
- la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site, au niveau des piézomètres déjà en place et sécurisés ;
- la gestion de l'intégralité des eaux de surface de la déchetterie (pluviales, extinction incendie, eaux de lavage, eaux de voirie) telle que décrite ci-après.
- L'ouvrage de rétention, étanché via un dispositif DEG (Géotextile 300g/m<sup>2</sup> + géomembrane PEHD ép. 1,5mm) et une couche argileuse en sous-face, est dimensionné sur la base d'un évènement pluvieux de période de retour T100 ans sans débordement (pluie journalière). Sa capacité est de 2 340 m<sup>3</sup> et son débit de fuite en sortie est de 12 l/s.


### Constats :

Il est fait les constats suivants:

- les eaux de toiture des différents bâtiments sont collectées par un réseau spécifique raccordé à une cuve enterrée positionnée à proximité des locaux de stockage,
- la totalité de la plateforme aménagée est imperméabilisée, les aires de dépôt de déchets par une dalle de béton étanche, et la voirie et les aires de stationnement par de l'enrobé;
- les eaux de ruissellement des plateformes de stockage et de la voirie interne hors voirie et stationnements à l'entrée du site sont collectées dans un réseau spécifique qui les achemine vers le bassin de rétention étanche; les eaux de ruissellement des zones de stationnement et de la voirie à l'entrée du site sont collectées au niveau d'un avaloir à l'entrée du site dans une canalisation qui les amène dans l'ouvrage de traitement siphonide;
- présence d'un bassin de rétention étanché par géomembrane, équipé d'un by-pass rejetant dans le réseau pluvial public longeant le site;
- présence d'un dispositif de traitement des eaux en aval du bassin de rétention avant rejet dans une canalisation les acheminant vers la STEU de St Gilles;
- le plancher du local DDS est doté d'une rétention séparée en quatre compartiments indépendants;
- le plancher de l'auvent des flux spécifiques est également équipé de rétentions;
- les huiles minérales usagées sont collectées dans une cuve aérienne double peau en polyéthylène de 1400 litres avec rétention intégrée, disposée à l'intérieur de l'auvent des flux spécifiques ; cette disposition la protège des risques de collision avec des véhicules, ce qui justifie l'absence des plots en béton autour de cette cuve ;
- les dépôts des déchets amiantés s'effectuent dans un local couvert dédié à l'abri des intempéries;
- un regard aboutissant à une rétention étanche enterrée est placé au centre de l'aire de stationnement de l'engin d'exploitation, étanche (dallage béton) et nivelé en pointe de diamant ; selon les déclarations de l'exploitant, l'approvisionnement de l'engin d'exploitation est effectué uniquement dans une station service externe au site, vers laquelle il est transporté par camion plateau ;
- les eaux vannes sont rejetées dans le réseau d'eaux usées collectif.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Dispositions constructives et comportement au feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les locaux suivants sont séparés par des murs REI 120 répondant aux spécifications techniques édictées dans la règle APSAD R15 :

- Local DDS,
- L'auvent flux spécifiques,
- Local DEEE.

Pour ces locaux, les dispositions constructives spécifiques suivantes, issues de l'étude de dangers, sont mises en œuvre :

Bâtiment/local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	P a r o i s séparatives
Local DDS 60 m <sup>2</sup>	Matériaux de classe A2 s2 d0 selon NF EN 13 501-1. Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1) Toiture : C R O O F 3 ( * )	Murs extérieurs et murs séparatifs : REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), de caractéristique « écran thermique » Planchers béton	Portes double battant REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) de caractéristique « écran thermique »	L o c a l compartimenté en 2 espaces distincts (DDS hors REP de 20 m <sup>2</sup> et DDS REP de 40 m <sup>2</sup> ) séparés par un mur coupe-feu REI 120
Auvent des flux spécifiques 30 m <sup>2</sup>	Matériaux de classe A2 s2 d0 selon NF EN 13 501-1. Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1) Toiture : C R O O F 3 ( * )	Murs latéraux et du fond : REI 120 ( de caractéristique « écran thermique »), mur frontal avec porte intégrée : REI 120, Planchers béton	/	/
Local DEEE 60 m <sup>2</sup>	Matériaux de classe A2 s2 d0 selon NF EN 13	Murs latéraux et du fond : REI 120 ( de	Portes double battant REI 120 (coupe-feu de	L o c a l compartimenté en 2 espaces



	selon NF EN 13 501-1. Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1) Toiture : CROOF3 (*)	( d e caractéristique « écran thermique »), mur frontal avec porte intégrée : REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), Planchers béton	(coupe-feu de degré 2 heures) d e caractéristique « écran thermique »	en 2 espaces distincts (GEM HF de 40 m² et GEM F de 20 m²) séparés par un mur coupe-feu REI 120
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------

[...]

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques n'ont pas été présentés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 4 : Désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie

#### Prescription contrôlée :

Le désenfumage est assuré par des grilles de ventilation dans les locaux à risque incendie (local DDS, auvent flux spécifiques, local DEE), pour une surface de 2% de la surface du local.  
Les grilles sont positionnées en position haute et basse sur des murs opposés pour assurer une ventilation correcte du local.

#### Constats :

Il est constaté la présence de grilles de ventilation dans le local DDS, l'auvent des flux spécifiques et le local DEEE, positionnées en position haute et basse sur des murs opposés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Organisation des stockages

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie

#### Prescription contrôlée :

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Q u a n t i t é maximale sur la zone de stockage	Hauteur des murs	H a u t e u r maximale de stockage
Plateforme principale	Déchets verts	1 610 m <sup>3</sup>	3,20 mètres	2 mètres
Plateforme secondaire	Déchets verts	105 m <sup>3</sup>	1,80 mètres	1,50 mètres
Local fermé au public	DDS	4,55 tonnes	/	/
Local fermé au public	DEEE	4,92 tonnes	/	/
Local libre accès	Flux spécifiques	2,05 tonnes	/	/
Local fermé au public	Bouteilles gaz - extincteurs	0,51 tonnes	/	/
Local	Réemploi	90 m <sup>3</sup>	/	/
Alvéole de stockage	Bois	68 m <sup>3</sup>	1,80 mètres	1,50 mètres
Alvéole de stockage	DEA	60 m <sup>3</sup>	1,80 mètres	1,50 mètres

Alvéole de stockage	Encombrants incinérables	60 m <sup>3</sup>	1,80 mètres	1,50 mètres
Bennes (+compacteurs)	Cartons / plastique	30 m <sup>3</sup> par benne	/	/
Benne capotée	Pneus usagés	30 m <sup>3</sup>	/	/

La quantité et la hauteur de stockage des déchets combustibles dans les alvéoles et des déchets verts, tels que décrits dans l'étude de dangers sur la base des hypothèses prises en compte dans l'étude thermique jointe en annexe du dossier de demande et repris dans le tableau ci-avant, sont respectés en permanence.

A cet effet, une procédure de contrôle du respect de ces exigences est rédigée, un marquage au sol délimitant l'emprise des alvéoles de stockage et des plateformes de dépôt des déchets verts est réalisé et un contrôle visuel est mis œuvre périodiquement par l'exploitant.

L'alvéole de stockage des encombrants incinérables est séparée des alvéoles évolutives par l'alvéole des encombrants non-incinérables.

La plateforme principale de dépôt des déchets verts est délimitée par des murs REI 120 hauts de 3,20 m sur 3 côtés (fond nord-ouest et côtés ouest et Est). Un broyage est réalisé dès que le volume de déchets verts stockés atteint 70 % de la capacité totale de la plateforme.

La plateforme « tampon » de dépôt des déchets verts (« zone de secours DEV ») sert uniquement lors des campagnes de broyage pour assurer la continuité des dépôts. En dehors de ces opérations de broyage, la plateforme « tampon » est hors service. Cette plateforme tampon est délimitée sur 3 côtés par des murs REI 120 de hauteur 1,80 m.

#### Constats :

Il est constaté des modifications dans l'organisation des stockages des déchets:

- l'alvéole DEA accueille des déchets multi REP plastiques rigides et PVC;
- l'alvéole prévue pour le placo-plâtre à côté de la plateforme de secours des déchets verts a été supprimée et remplacée par une benne de 30 m<sup>3</sup>;
- l'alvéole prévue pour les incinérables accueille des non-incinérables;
- l'alvéole prévue pour les non-incinérables accueille les métaux;
- les 2 alvéoles évolutives en face du bassin de rétention accueillent l'une les cartons et l'autre des souches d'arbre et des déchets de bois;
- la benne capotée prévue pour les pneus est remplacée par 2 bennes capotées pour la laine de roche et la laine de verre.

Il n'y a pas de marquage au sol délimitant clairement l'emprise des alvéoles de stockage et des plateformes de dépôt des déchets verts.

Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2023.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera que cette nouvelle organisation des stockages des déchets est compatible avec les hypothèses prises en compte dans l'étude thermique jointe en annexe du dossier de demande présentée dans l'étude de dangers.</p> <p>Dans le cas contraire, il respectera l'organisation des stockages prévue initialement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les véhicules de secours accèdent au site par l'entrée principale du site (entrée Usagers).</p> <p>Les voiries du site sont conçues pour permettre la circulation des engins de secours (girations, structures de voirie).</p> <p>Un stationnement réservé au service d'incendie et de secours (aire d'aspiration), de dimensions 4 x 8 m, est matérialisé avec un zebra jaune devant la citerne incendie, à proximité du poteau d'aspiration de couleur bleue, conforme à la fiche technique N° 1 du RDDECI. L'aire d'aspiration est conforme à la fiche technique N° 6 du même règlement.</p> <p>La vanne d'isolement du bassin de rétention placée sous regard fait l'objet d'un panneautage et d'une privatisation du stationnement sur le regard de visite. Par ailleurs la clef permettant sa mise en œuvre demeure en permanence accessible aux services d'Incendie et de Secours.</p> <p>Les RIA font l'objet en lieu et place de leurs emplacements projetés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un panneautage spécifique et conforme ;</li> <li>- de marquage au sol et panneautage visant à privatiser leurs accès dans leurs proximités directes (2 m<sup>2</sup>).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La vanne d'isolement du bassin de rétention placée sous regard ne fait pas l'objet d'un panneautage et d'une privatisation du stationnement sur le regard de visite.</li> <li>• Les RIA ne font pas l'objet d'un panneautage spécifique signalant leur présence.</li> </ul> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 6.1.5 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2023 susvisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé et complétés et précisés comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une bâche incendie de 210 m<sup>3</sup> implantée à l'entrée du site à côté du local agent, accessible en toutes circonstances, pour alimenter simultanément un poteau d'aspiration à 90 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures et 2 RIA à 15 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, pour utilisation par les engins des services d'incendie et de secours ; la bâche incendie est raccordée au réseau eau brute (BRL) pour son remplissage post-utilisation. Le poteau d'aspiration, placé à proximité de la bâche, est conforme aux normes DECI et à la norme NF S62-240, et conçu pour résister au gel avec un système de purge automatique ; l'accès à la réserve incendie est sécurisé (clôture rigide, portillon à battant verrouillé).</li> <li>• 2 RIA DN33/12 de 15 m<sup>3</sup>/h (256 l/min) à 4 bars implantés à chaque extrémité de la plateforme principales des déchets verts ; les 2 RIA sont raccordés à un surpresseur de 15m3/h situé dans le local technique attenant au local agents. Ces équipements sont alimentés par la bâche incendie ; les installations relatives aux RIA sont mises hors gel ;</li> <li>• un système de détection automatique d'incendie équipe l'ensemble des locaux de la déchetterie ; en complément, des déclencheurs manuels (bris de glace) sont installés dans certains locaux, à proximité des circulations piétonnes,</li> <li>• des caméras thermiques sont installées et orientées vers la plateforme des déchets verts ;</li> <li>• une alarme incendie SSI de catégorie A dont le matériel central, composé d'un équipement de contrôle et de signalisation (ECS) et une unité de gestion d'alarme, est installé en coffret mural au niveau du local Agents et présente les caractéristiques suivantes : l'alimentation générale du SSI a pour origine le TGBT positionné au niveau du Local Agents ; le système d'alarme comporte un signal visuel et sonore d'évacuation d'urgence (norme NFS 32001) ; le tableau regroupant les alarmes (ECS) est installé dans le local agents et classé NF ;</li> <li>• une vidéo-protection anti-intrusion avec un raccordement au réseau fibre optique pour un report des données vidéo au CIUVP de Nîmes Métropole. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un ensemble de caméras (fixe, dôme, thermique, à reconnaissance de plaque) judicieusement installées,</li> <li>- des détecteurs de présence reliés à l'éclairage du site,</li> <li>- une sirène pour l'émission de messages parlés,</li> <li>- une sirène pour l'émission de signaux acoustiques d'alerte.</li> </ul> </li> </ul> <p>La détection d'une intrusion en dehors des heures d'ouverture déclenche l'allumage des projecteurs et les sirènes.</p> <p>Les moyens sont complétés par les moyens suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques (ABC, CO2, à poudre, à eau), sont judicieusement répartis dans l'établissement et notamment dans le bâtiment d'accueil, les locaux de stockage ainsi qu'en extérieur (50 kg sur roues), à proximité des dépôts de déchets combustibles.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

Il est constaté la présence des moyens de lutte contre l'incendie suivants:

- une bâche incendie de 210 m<sup>3</sup> implantée à l'entrée du site à côté du local agent, accessible, équipée d'un poteau d'aspiration, placé à proximité ; l'accès à la réserve incendie est sécurisé (clôture rigide, portillon à battant verrouillé),
- 2 RIA implantés à chaque extrémité de la plateforme principales des déchets verts raccordés à un surpresseur situé dans le local technique attenant au local agents,
- un système de détection automatique d'incendie équipe l'ensemble des locaux de la déchetterie,
- des caméras thermiques sont installées et orientées vers la plateforme des déchets verts ;
- une alarme incendie SSI est installée en coffret mural au niveau du local Agents;
- une vidéo-protection anti-intrusion;
- 11 extincteurs adaptés aux risques (ABC, CO<sub>2</sub>, à poudre, à eau), sont judicieusement répartis dans le bâtiment d'accueil, le local technique, le local de réemploi, les locaux de stockage des déchets dangereux (DDS, hors DDDS, auvent flux DDS, DEEE, extincteurs usagés) ainsi qu'en extérieur (50 kg sur roues), à proximité des dépôts de déchets incinérables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Organisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 6.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Le personnel est formé à l'accompagnement des secours feu (au moins une personne habilitée en permanence).

**Constats :**

Un plan de formation des agents d'accueil et de réception est présenté, indiquant qu'une formation à l'accompagnement des secours feu est prévue au 1er trimestre 2025. Le délégataire d'exploitation de la déchetterie (société Océan) déclare que cette formation sera délivrée en interne à l'ensemble du personnel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les attestations et le programme de formation seront transmis à l'issue de la formation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Collecte des déchets non dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

La déchetterie est conçue entièrement « à plat » et comprend :

Des locaux de construction « traditionnelle » :

- un local agents de 40 m<sup>2</sup> (bureau, sanitaire, coin cuisine) ;
- un local pour le Réemploi de 60 m<sup>2</sup> ;
- un local réservé aux Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) de 60 m<sup>2</sup> ;
- un local réservé aux Déchets Diffus Spécifiques (DDS) de 60 m<sup>2</sup> ;
- un auvent réservé au dépôt des Déchets Ménagers Spécifiques (DMS) de 30 m<sup>2</sup>, abritant une cuve à huiles minérales usagées double peau avec rétention intégrée de 1400 l ;
- un local réservé aux bouteilles de gaz et extincteurs usagés de 8,30 m<sup>2</sup> ;
- un local réservé aux déchets d'amiante lié d'une superficie de 15 m<sup>2</sup>.

Un emplacement pour 6 colonnes aériennes d'apport volontaire hors sol destinés à la collecte du verre, des journaux-revues-magazines (JMR) et du textile (TLC) ;

3 emplacements pour des caissons-compacteurs automatisés de capacité unitaire 30 m<sup>3</sup> (cartons, métaux, plastique) ;

9 casiers de dépôt de plain-pied des déchets non dangereux (DND) délimités par des murs béton :

- 1 alvéole pour les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) (40 m<sup>2</sup>) + 1 benne à proximité (30 m<sup>3</sup>) ;
- 1 alvéole pour le BOIS (45 m<sup>2</sup>) ;
- 1 alvéole pour le PLACO-PLÂTRE (30m<sup>2</sup>) + benne à proximité (15 m<sup>3</sup>) ;
- 1 alvéole pour les encombrants INCINÉRABLES (40 m<sup>2</sup>) ;
- 1 alvéole pour les encombrants NON INCINÉRABLES (25 m<sup>2</sup>) ;
- 4 alvéoles pour mise en place de nouvelles filières (25 m<sup>2</sup>/alvéole).

Une plateforme de dépôt et broyage des végétaux de 805 m<sup>2</sup>, délimitée par 3 murs périphériques en béton ;

Une plateforme « secours » de 70 m<sup>2</sup> pour les végétaux durant les opérations de broyage ;

Une plateforme pour le dépôt de plain-pied des gravats scindée en 2 casiers (70 m<sup>2</sup> + 53 m<sup>2</sup>) ;

Un emplacement pour une benne de collecte des pneus (benne capotée de 30 m<sup>3</sup>).

### **Gestion des déchets verts :**

#### **- Plateforme principale:**

Les déchets verts sont déposés de plain-pied sur une plateforme de superficie 805 m<sup>2</sup>. La plateforme est conçue d'un seul tenant, sans cloison de séparation intermédiaire. Les dimensions de la plateforme sont (longueur x profondeur) : 58 m x 14 m.

La hauteur maximale de stockage est de 2,00 m pour une hauteur de murs de 3,20 m sur les 3 côtés (fond et côtés).

Une voie de stationnement de largeur 2,50 m est aménagée le long de la plateforme pour un déchargement par les usagers sans gêne sur le reste de la circulation de la déchetterie. Cette voie sert également au stationnement des engins de broyage.

Les opérations de broyage s'effectuent sur site avec l'intervention d'un broyeur mobile pendant les heures d'ouverture de la déchetterie. Durant ces opérations, l'accès à la plateforme est condamné par un dispositif type chaîne ou filet mis en place par l'exploitant.

Une campagne de broyage est effectuée a minima une fois par mois. Lorsque l'aire de stockage est remplie à 70% de sa capacité, une demande d'intervention est réalisée pour procéder au broyage et à l'évacuation des déchets.

Lors des opérations de broyage, le broyeur est positionné sur une aire dédiée et sécurisée, afin de laisser l'aire de manœuvre libre. L'évacuation des déchets broyés vers un site de compostage est alors immédiate - les rotations de bennes se font 2 par 2 au fur et à mesure de leur remplissage.

#### **-Plateforme secondaire :**

Une plateforme secondaire est aménagée face à la plateforme principale DEV de superficie 70

m<sup>2</sup>.

La plateforme est conçue d'un seul tenant, sans cloison de séparation intermédiaire. Les dimensions de la plateforme sont (longueur x profondeur) : 15 m x 4,5 m. Elle est délimitée par des murs de hauteur 1,80 m pour une hauteur maximale de stockage 1,50 m.

Cette plateforme « tampon » sert uniquement lors des campagnes de broyage pour assurer la continuité des dépôts.

En dehors des opérations de broyage, la plateforme « tampon » est hors service.

[...]

#### **Gestion des gravats:**

Les gravats sont déposés de plain-pied sur une plateforme compartimentée, de superficie totale 123 m<sup>2</sup>. La plateforme est compartimentée en 2 casiers distincts afin d'assurer une continuité du dépôt lors du vidage de l'un des casiers.

Les superficies des casiers sont :

- 1 casier de 50 m<sup>2</sup> - dimensions (longueur x profondeur) : 8 m x 6 m
- 1 casier de 73 m<sup>2</sup> - dimensions (longueur x profondeur) : 15 m x 4,5 m.

Les hauteurs atteintes par les tas de gravats sont limitées à 1,10 m. Les murs alvéolaires étant composés de blocs béton préfabriqués de dimensions standard 0,60 x 0,60 (ép. x h.), la hauteur des murs est de 1,80 m (3 rangées de blocs 60 cm).

Le vidage des gravats et le chargement des bennes situées à proximité s'effectue par chargeur depuis le devant des casiers.

L'accès usagers est condamné au public pendant les opérations de vidage.

La continuité des dépôts est assurée par la présence du second casier accolé.

#### **Constats :**

Il est fait les constats suivants:

- l'alvéole de 30 m<sup>2</sup> prévue pour le PLACO-PLATRE à droite de la plateforme de secours des déchets verts a été remplacée par une benne;
- les caissons-compacteurs automatisés de capacité unitaire 30 m<sup>3</sup> prévus pour les cartons, métaux et plastique n'ont pas été mis en place ; les déchets de métaux et de cartons sont collectés dans 2 alvéoles de 25 m<sup>2</sup> initialement prévues pour les encombrants NON INCINERABLES et les nouvelles filières;
- l'alvéole prévue pour les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) (40 m<sup>2</sup>) accueille les déchets de la REP Plastiques rigides et la benne à proximité de 30 m<sup>3</sup>, les polystyrènes ;
- l'alvéole prévue pour les encombrants INCINERABLES (40 m<sup>2</sup>) accueille les encombrants NON INCINERABLES qui devaient être collectés dans l'alvéole voisine d'une surface moindre (25 m<sup>2</sup>) qui accueille les métaux;
- dans la dernière alvéole de 25 m<sup>2</sup> prévue pour les nouvelles filières sont stockés des souches d'arbre et des déchets de bois;
- sur l'emplacement prévu pour la benne de collecte des pneus sont entreposées 2 bennes capotées pour la collecte de la laine de roche et de la laine de verre.

Les modifications constatées dans l'organisation des stockages des déchets, notamment en ce qui concerne la nature, le volume et la disposition relative des déchets collectés constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/10/2023.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant respectera l'organisation des stockages de déchets non dangereux prévue dans l'arrêté d'autorisation ou justifiera de l'absence d'incidence des modifications réalisées par rapport aux hypothèses de l'étude thermique du dossier de demande, dans un porter à connaissance comprenant une mise à jour du plan d'implantation des différentes zones de stockage, sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Collecte des déchets spécifiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Déchets Diffus Spécifiques (DDS) :</u>  Le local DDS est accessible uniquement par les agents d'exploitation.  Le plancher du local DDS est doté d'une rétention séparée en quatre compartiments indépendants pour la distinction des acides et des bases, disposant chacun d'une capacité minimale de 800 litres. Les bacs de rétention sont composés de bacs en acier galvanisé à chaud avec grilles caillebotis. L'ensemble repose sur le plancher béton réalisé en décaissé sur une hauteur correspondant à la hauteur de la rétention.  Le local est équipé d'une ventilation naturelle (grilles positionnées en partie haute et partie basse opposées).  L'éclairage et les composants du SSI (détecteur à optique de fumée, déclencheur manuel d'alarme) sont ATEX.</p> <p><u>Auvent des flux spécifiques :</u>  Un local ouvert au public de surface 30m<sup>2</sup> accueille les huiles minérales, les produits dangereux accessibles au public dans des contenants dédiés ainsi que les DEEE et DDS déposés temporairement en l'attente de rangement par l'exploitant.  Un meuble « vert » placé à l'intérieur de l'auvent qui collecte les ampoules, néons, lampes/tubes, petites appareils électroménagers, cartouches d'impression, piles/accumulateurs. Un affichage est mis en place pour une bonne lisibilité.  Le plancher du local est équipé de rétentions de 800 litres minimum.  Le local est ventilé naturellement (grilles positionnées en partie haute et partie basse opposées).  L'éclairage et les composants du SSI (détecteur à optique de fumée, déclencheur manuel d'alarme) sont ATEX.</p> <p><u>- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) :</u>  Les DEEE sont déposés dans un local fermé au public de surface 60 m<sup>2</sup> compartimenté en deux espaces distincts :  Un espace de 40 m<sup>2</sup> dédié aux gros électroménagers hors froid (GEM HF) et aux petits appareils électroménagers (hors écrans) : fours, lave-linge, lave-vaisselle, ventilateurs, radiateurs, outillage divers, jouets, loisirs, audio, vidéo, téléphonie, matériel informatique, etc. ;  Un espace de 20 m<sup>2</sup> dédié aux gros électroménagers froid (GEM F) et aux écrans assimilés à des déchets dangereux : réfrigérateurs, congélateurs, téléviseurs, écrans ordinateurs, écrans plats LCD, écrans plasma, etc.  Le local DEEE est accessible uniquement par les agents d'exploitation.  Les GEM (HF et F) sont déposés directement au sol.  Les petits appareils en mélange (PAM) et les écrans sont stockés dans des caisses grillagées ou</p>

contenants adaptés (box palox) pour les PAM de petite dimension, disposées sur rayonnages ou posées directement au sol.

L'ensemble de la structure du local DEEE est prévue REI120.

Chaque local est équipé de portes antieffraction. L'accès est commun aux usagers, prestataires repreneur et Eco-organismes.

Les usagers ont à leur disposition une table / étagère de dépose au droit du local DEEE.

Le dégazage étant interdit, les DEEE sont entreposés en l'état.

#### Huiles minérales :

Les huiles minérales usagées sont collectées dans une cuve aérienne double peau en polyéthylène de 1400 litres, avec rétention intégrée correspondant à 100 % du réservoir, équipée d'une jauge de niveau.

La cuve est placée à l'abri des intempéries, à l'intérieur de l'auvent des flux spécifiques.

Des caisses palettes sont installées à proximité pour la récupération des bidons souillés.

Des plots en béton sont positionnés autour de la cuve aérienne pour la protéger des risques de collision avec des véhicules.

#### Amiante liée :

Les dépôts s'effectuent dans un local couvert dédié à l'abri des intempéries d'une superficie de 15m<sup>2</sup>. Les déchets ensachés sont déposés dans des big-bags d'1m<sup>3</sup> montés sur palettes manutentionnables.

Des collectes de déchets amiantés sont organisées ponctuellement sur prise de rendez-vous uniquement. Les déchets sont préalablement emballés chez le particulier avec un kit mis à disposition de l'utilisateur par l'exploitant. L'exploitant informe l'utilisateur sur le mode d'apport et les risques d'exposition de l'amiante lié. Un protocole de dépose précisant les modalités de conditionnement et de collecte est établi et rappelé sur le tableau général d'information affiché sur le local.

Les sachets sont clairement identifiés et suivis par une BSDA.

Sous réserve de conformité du déchet ensaché, l'agent d'exploitation procède à un enregistrement du dépôt dans le registre d'entrée/sortie ; l'utilisateur doit alors renseigner les informations suivantes et signer le registre : date, nom, adresse, immatriculation, quantité approximative d'amiante liée apportée (en nombre de plaques, par exemple).

L'agent d'exploitation est formé au risque amiante et veille à ce que l'utilisateur respecte toutes ces consignes.

Le site ne réceptionne pas les déchets d'amiante libre.

La reprise des déchets d'amiante liée par le prestataire en charge de l'évacuation vers la filière d'élimination intervient rapidement après les dépôts par les usagers (en fin de journée idéalement).

#### **Constats :**

Les déchets spécifiques (DDS, DEEE, huiles minérales, amiante) sont collectés conformément aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 11 : Circulation et gestion des flux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Le respect du principe de séparation des flux est assuré de la façon suivante :

- La zone centrale est exclusivement réservée aux camions de reprise des déchets (dépose et reprise des bennes de collecte, camions grue pour rechargement au grappin des alvéoles, reprise des PAV). Pour ces prestataires, un accès PL spécifique est prévu (entrée/sortie communes) avec un portail automatisé pour atteindre la plateforme centrale d'exploitation.

Les usagers ne sont pas autorisés à circuler sur la zone centrale. Cette interdiction est affichée clairement à l'entrée de la zone.

- La zone périphérique est réservée en priorité aux usagers du site (véhicules de PTAC < 3,5 t), suivant un sens unidirectionnel de marche avant.

La circulation des engins d'exploitation sur les voies de la zone périphérique concerne les opérations suivantes sous les conditions précisées ci-après:

- tassage des déchets au sein des alvéoles :
  - l'exploitant procède au tassage des déchets déposés dans les alvéoles en dehors des périodes d'ouverture de la déchetterie (avant 8h30, entre 12h00 et 13h30, après 17h30).
  - vidage des gravats et remplissage des bennes affectées ;
- broyage et évacuation des déchets verts :
  - le broyage intervient du lundi au vendredi (hors week-ends et jours fériés) ;
- reprise des DEEE, DDS, REEMPLOI, amiante lié, huiles, bouteilles de gaz et extincteurs usagés :
  - l'accès aux locaux est condamné temporairement par l'exploitant durant les opérations de reprise par le prestataire concerné ;
  - la zone momentanément occupée par le prestataire en charge de la reprise est balisée par des plots lestés et suffisamment large pour permettre la circulation et la manœuvre d'un transpalette (selon déchets à reprendre).

De manière générale, les mesures d'évitement suivantes sont prises sur la déchetterie :

- limitation de la vitesse des véhicules à 10km/h ;
- l'accès aux usagers est condamné pendant les opérations de vidage ;
- un plan de circulation est affiché à l'entrée du site, avec identification des filières ;
- une signalétique horizontale et verticale est mise en place pour guider les usagers dans leur déplacement à travers la déchetterie ;
- l'éclairage est assuré sur l'ensemble du site.

La circulation des usagers s'effectue sur trois voies de circulation:

- une voie principale centrale de largeur 2,50m ;
- une à deux voies secondaires aménagées de part et d'autre de la voie principale de largeur 2,50m.

Les voies secondaires servent principalement pour le stationnement des usagers au droit des zones de stockage.

Les zones de circulation piétonne sont signalées et protégées.

Pour les usagers sans badge, une voie de retournement est aménagée à l'entrée du site.

#### **Reprise et évacuation des déchets :**

Un engin d'exploitation (chargeur, chariot télescopique) est présent sur site en permanence.

Une aire de stationnement réservée à l'engin d'exploitation est aménagée sur la plateforme centrale d'exploitation (à l'arrière des casiers gravats). Ses dimensions sont 5x10m. L'aire de stationnement est clairement identifiée sur les plans et sur le site (signalétique, balises).

<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction pour les usagers de circuler sur la zone centrale de service est affichée à l'entrée de la zone de service, au niveau du portail. Néanmoins, l'accès aux usagers piétons est autorisée sur une partie de cette zone de service située derrière les casiers des gravats, où sont mis à leur disposition les contenants de collecte de déchets de laine de roche et de laine de verre;</li> <li>• aucun plan de circulation avec identification des filières n'est affiché à l'entrée du site.</li> </ul> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2023 susvisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compléter la signalisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 12 : Registre des déchets sortants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 7.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations listées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un extrait papier du registre des déchets sortants est présenté. Les informations suivantes, requises à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, sont manquantes:</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> </ul>

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;  
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.  
Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2023 susvisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter le registre des déchets sortants des informations manquantes et en transmettre un extrait.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois